



Déclaration liminaire de la Formation spécialisée du CSAL **du 24 juin 2025**

Qui est en train de tuer les services publics ?

Dans un récent documentaire diffusé, le 25/05/2025 sur France 5, intitulé « Qui a tué l'industrie ? », une enquête implacable retrace le démantèlement méthodique de l'industrie française. Derrière les fermetures d'usines, les délocalisations, les licenciements massifs, une logique implacable : celle d'un État qui se désengage, au nom du marché, de la rentabilité, de la "modernité".

Ce récit aurait pu – mot pour mot – s'appliquer aujourd'hui à la Fonction Publique. Et tout particulièrement à notre administration : la DGFIP.

Même désengagement.

Même culte de la performance, du numérique, de l'économie à tout prix.

Même abandon des territoires, des agents, des missions fondamentales.

Même violence silencieuse.

Les collectifs de travail sont broyés par les restructurations successives.

Les agents isolés, pressés, culpabilisés, finissent épuisés, en arrêt, en larmes parfois.

Le sens même du travail s'effondre. La dignité professionnelle est piétinée.

Et pendant ce temps, on nous vend la transformation numérique, l'intelligence artificielle, la mutualisation comme des évidences, sans bilan, sans débat, sans éthique.

Mais ce que l'on fait aujourd'hui à la DGFIP, c'est exactement ce qu'on a fait hier à l'industrie française : on détruit un outil essentiel au vivre-ensemble.

Et ce n'est pas un progrès : c'est une régression sociale, une déshumanisation programmée.

Nous le disons ici clairement :

La destruction du service public n'est pas une fatalité.

Elle est le résultat de choix politiques. Elle peut et doit être stoppée.

Les agents ne sont pas des variables d'ajustement.

Leur santé, leur engagement, leur expertise méritent mieux que des réorganisations à marche forcée et des injonctions contradictoires.

Nos services ne sont pas des entreprises. Nos missions ne sont pas des produits.

La CGT exige un véritable tournant.

- L'arrêt immédiat des restructurations et des suppressions de postes, qui désorganisent les services, détruisent les collectifs de travail et éloignent les usagers du service public.

- La mise en œuvre d'un plan de rétablissement des effectifs, avec la restitution des emplois supprimés, la reconstruction des missions abandonnées, et le retour à des organisations de travail humaines, stables et efficaces.

- La réalisation d'un bilan social rigoureux et transparent de toutes les transformations engagées, pour en mesurer les impacts réels sur les agents, les usagers et la qualité du service.
- La reconnaissance de la souffrance au travail comme une urgence sanitaire et sociale, avec des mesures immédiates de protection, de réparation et de prévention dans chaque service.

Comme pour l'industrie, il est temps de dire stop.

Il est temps de remettre du sens, de l'humain et de la justice dans les choix politiques.

Il est temps de redonner leur fierté et leur pouvoir d'agir à celles et ceux qui tiennent, jour après jour, la colonne vertébrale du pays.

Ce que nous demandons n'est pas un retour en arrière, c'est un sursaut de responsabilité.

Il est temps de cesser de maltraiter les agents au nom d'une logique comptable.

Il est temps de réparer, de reconstruire et de remettre l'humain au cœur du service public.

Nous, agents de la DGFIP, ne sommes pas à vendre.

Nous sommes le service public. Et nous résistons.